



|                                         |                                                                 |                        |                                                                             |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
|                                         | <b>Mont de Eau Agglo</b>                                        | <b>Délibération</b>    | <b>Nomenclature Acte</b>                                                    |
|                                         | <b>Conseil d'administration<br/>Séance du 21 septembre 2026</b> | <b>N° DEL-26-09-09</b> | <b>Nomenclature Acte :<br/>7.1.1 - Débat<br/>d'orientations budgétaires</b> |
| <b>Débat d'orientations budgétaires</b> |                                                                 |                        |                                                                             |

L'an deux mille vingt-six, le lundi 21 septembre 2026, le Conseil d'administration de Mont de Eau Agglo, dûment convoqué le 14 septembre 2026, s'est assemblé dans la salle de réunion du rez-de-chaussée de la Station d'épuration Jouanas sous la présidence de Monsieur Frédéric DUTIN, Président du Conseil d'administration,

Étaient présents à la séance :

Frédéric DUTIN (MONT DE MARSAN); Joël BONNET (SAINT PIERRE DU MONT); Alain BONTE (MONT DE MARSAN); Philippe FRANÇOIS (MONT DE MARSAN); Julie PUYSEGUR (MONT DE MARSAN); Paul GERBAUD (MONT DE MARSAN); Alexia SALDUCCI (MONT DE MARSAN); Bernard KRUYNSKI (SAINT PIERRE DU MONT); Patricia BEAUMONT (SAINT PIERRE DU MONT); Paul LAUSSUCQ (BRETAGNE DE MARSAN); Jean-Louis DARRIEUTORT (SAINT PERDON); Thierry COURALET (BRETAGNE DE MARSAN); Thomas DASTUGUE (BOSTENS); Magalie BERTRAND TUSEK; Francis GUILHAMOULAT; Gilles GARRABOS; Jacques LABARCHÈDE;

Membres excusés représentés par leur suppléant :

Madame Nathalie BOIARDI (BOSTENS) représentée par Monsieur Thomas DASTUGUE (BOSTENS).

Membres absents excusés :

Bernadette YOUNG (ST AVIT); Nathalie BOIARDI (BOSTENS); Claude COUMAT (LUCBARDEZ ET BARGUES); Jean-Philippe GORI (MONT DE MARSAN); Dominique DUROU (SAINT AVIT); Jean-François BUIZARD (LUCBARDEZ ET BARGUES); Philippe CABANNES (SAINT PERDON); Vincent RUQUOIS



Objet : Débat d'orientations budgétaires

**Rapporteur : Monsieur Paul LAUSSUCQ**

**Vu** l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe, qui dispose qu'un rapport sur les orientations budgétaires doit être présenté à l'assemblée délibérante par le Président.

**Vu** le règlement intérieur du conseil d'administration de Mont de Eau Agglo,

**Vu** les dispositions de l'article L.2312-1 du CGCT,

**Vu** les dispositions de l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015,

**Considérant** qu'un débat d'orientation budgétaire est une obligation légale pour les communes d'au moins 3500 habitants et leurs établissements publics ayant pour vocation de donner à l'organe délibérant les informations nécessaires qui lui permettront d'exercer, de manière effective, son pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget.

Ayant entendu son rapporteur,

Le Conseil d'administration, à l'unanimité des suffrages exprimés,

**DÉCIDE DE**

Après avoir pris connaissance et débattu du rapport d'orientations budgétaires, des charges de personnel, de l'état de la dette et débattu des projets d'investissement,

**Article 1. Attester** de la tenue du débat d'orientation budgétaire relatif aux perspectives budgétaires de Mont de Eau Agglo pour l'année 2027 et plus particulièrement de son équilibre budgétaire sur sa phase de préfiguration, en amont du vote du budget primitif prévu lors du prochain conseil d'administration du 23 novembre 2026,

**Article 2. Préciser** que le rapport d'orientations budgétaires sera mis à disposition du public par tous moyens dans les 15 jours suivant la tenue du débat.

**Article 3. Préciser** qu'à l'issue du débat relatif aux orientations budgétaires pour l'exercice 2027, le Conseil d'administration concernant les évolutions de salaire retient la proposition n° 2 relative à la mise en place de titres-restaurant dans le cadre de l'action sociale du Comité social et économique (CSE).

Cette orientation sera prise en compte dans la préparation du budget primitif 2027 et fera, le cas échéant, l'objet des actes nécessaires à sa mise en œuvre.

**Article 4. Prendre acte** que le Directeur rendra compte, lors de chaque réunion du Conseil d'administration des décisions prises en application de la présente délibération.

**Article 5. Appliquer** la présente délibération à compter de son adoption.

**Article 6. Autoriser** Monsieur le Directeur ou son représentant à signer l'ensemble des documents relatifs à ce dossier.



**Article 7.** Préciser que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau (Villa Noulbos - 50 Cours Lyautey- 64010 PAU Cedex ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de l'accomplissement des formalités de publicités requises.

**Délibération adoptée par le Conseil d'Administration du 21 septembre 2026**

Pour extrait conforme,

Fait à Mont De Marsan le 23 septembre 2026

Monsieur Bernard KRUYNSKI

Le Secrétaire de séance,



Monsieur Frédéric DUTIN

Président du conseil d'administration de  
Mont De Marsan Agglo



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE - 2027

## Article L2312-1

Version en vigueur depuis le 01 août 2015

Modifié par LOI n° 2015-991 du 7 août 2015 - art. 107

Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

### NOTA :

Ordonnance 2005-1027 du 26 août 2005 art. 27 : Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## PRÉAMBULE

L'article L 2312-1 du Code Général des collectivités Territoriales (CGCT) dispose que, dans les communes de plus de 3 500 habitants, un rapport sur les orientations budgétaires et les engagements pluriannuels de la collectivité doit être présenté dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif de l'exercice.

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », est venu préciser le contenu du débat sur les orientations budgétaires de la collectivité.

Pour les EPCI qui comprennent plus de 10 000 habitants, ce rapport doit notamment comporter :

- ☐ Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification de subventions,
- ☐ La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision de dépenses et de recettes,
- ☐ Les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de la dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget,
- ☐ L'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget,
- ☐ La structure des effectifs,
- ☐ Les dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature,
- ☐ La durée effective du travail dans la collectivité

Ce rapport doit être adopté dans les deux mois précédant le vote du budget. Il ne peut intervenir ni le même jour, ni la même séance que le vote du budget.

Le budget est réputé non valablement voté si ce débat n'a pas eu lieu.

Le rapport d'orientations budgétaires doit être transmis aux communes membres et mis à la disposition du public dans un délai de 15 jours suivant la tenue du débat.

## CONTEXTE

A titre introductif au présent rapport d'orientation, il convient de préciser que Mont de eau Agglo dispose de 3 compétences transférées par ses communes membres :

- ☐ Eau potable,
- ☐ Assainissement collectif
- ☐ Assainissement non collectif,

Par conséquent, notre collectivité établit et vote 3 budgets : un budget par compétence.

## BUDGET EAU POTABLE

Situation budgétaire 2026 (prévisionnel établi à fin 07/2026)

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chapitre | Intitulé                                      | 2023                | ANNEE 2024<br>reconstituée | EPIC 2024           | 2025                | BP + BS 2026         | MANDATE --<br>07/25 | MANDATE --<br>07/26 |
|----------|-----------------------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
| 011      | Charges à caractère général                   | 1 721 886,32        | 2 049 893,44               | 1 260 003,27        | 1 990 180,32        | 2 196 327,77         | 853 591,28          | 578 601,16          |
| 012      | Charges de personnel                          | 1 647 279,98        | 1 674 619,39               | 835 532,77          | 1 702 357,29        | 1 860 000,00         | 303 147,49          | 508 870,88          |
| 014      | Atténuations de produits                      | 1 371 557,67        | 1 324 982,93               | 774 108,57          | 862 931,12          | 870 000,00           | -574 955,60         | -80 028,72          |
| 65       | Autres charges de gestion courante            | 46 203,11           | 47 715,15                  | 31 108,68           | 49 745,55           | 65 000,00            | 10 411,91           | 8 635,00            |
| 66       | Charges financières                           | 187 847,21          | 229 211,32                 | 155 447,54          | 206 815,83          | 200 000,00           | 93 201,62           | 84 383,11           |
| 67       | Charges exceptionnelles                       | 41 770,33           | 46 974,62                  | 13 965,15           | 16 423,45           | 150 000,00           | 13 907,32           | 67 968,41           |
| 68       | Dotations aux provisions                      | 50 000,00           | 50 000,00                  | 50 000,00           | 50 000,00           | 50 000,00            | 0,00                | 0,00                |
| 023      | Virement à la section d'investissement        | 0,00                | 0,00                       | 0,00                | 0,00                | 3 940 000,00         | 0,00                | 0,00                |
| 042      | Opération d'ordre de transfert entre sections | 1 038 610,11        | 1 037 439,84               | 530 156,29          | 1 011 598,32        | 1 100 000,00         | 0,00                | 0,00                |
|          | <b>TOTAL DES DEPENSES</b>                     | <b>6 105 154,73</b> | <b>6 460 836,69</b>        | <b>3 650 322,27</b> | <b>5 890 051,88</b> | <b>10 431 327,77</b> | <b>699 304,02</b>   | <b>1 168 429,84</b> |

#### Commentaires :

- ☐ **Chapitre 011** : en 2026, nous n'avons pas encore reçu les avis de sommes à payer de l'Agence de l'Eau correspondant aux redevances prélèvement ressource en eau et performance réseau pour un montant total de 396 k€. La part versée au CSE en 2026 s'élève à 23 k€  
Les frais d'affranchissement des factures d'eau (30k€ au 31/07/26) sont désormais à la charge de la régie en 2026 alors qu'ils étaient auparavant pris en charge par la trésorerie.  
Suite à la mise en service de l'interconnexion, la régie ne procèdera plus à l'achat d'eau à la régie de l'eau du Pays Grenadois en 2027 (démarrage oct 2026 ; montant annuel 230 k€)
- ☐ **Chapitre 012** : en 2025/2026 : il manque la refacturation des agents mis à disposition : masse salariale au 31/07/26 : 453 k€ ; au 31/07/25 : 560 k€. La baisse s'explique par le départ à la retraite de 3 agents publics en 2025 ainsi que la fin de mise à disposition d'un agent en 2026.  
La hausse de la masse salariale correspondant aux salariés privés, constatée à fin juillet, s'explique principalement par l'effet année pleine des recrutements réalisés en cours d'année 2025, ainsi que par l'embauche de 2 salariés en CDD pour l'équipe travaux et l'accueil  
Un recrutement est en cours pour le poste agent travaux  
La part versée au CSE en 2026 s'élève à 23 k€
- ☐ **Chapitre 014** : En 2025, il restait à régler à l'Agence de l'Eau le solde des anciennes redevances pollution domestique et modernisation réseau soit 747 k€  
Par ailleurs, des acomptes avaient été mandatés au titre de la nouvelle redevance consommation en eau, pour un montant de 172 k€. Nous retrouvons pour l'année 2026, le même montant d'acomptes versés.  
L'Agence de l'Eau établit ses avis de sommes à payer sur la base des sommes encaissées et non facturées, Par conséquent, il reste à encaisser et à reverser à l'Agence de l'Eau au titre des facturations 2026 la somme de 252k€
- ☐ **Chapitre 65** : 2025/2026 : annulation titres antérieurs au 01/07/24.  
Créances éteintes et créances admises en non valeurs
- ☐ **Chapitre 66** : mandats des intérêts liés aux emprunts contractés
- ☐ **Chapitre 67** : titres annulés sur exercices antérieurs  
En 2026, régularisation des impayés 2024/2025

□ **Chapitre 042 : dotation aux amortissements**

| Chapitre | Intitulé                                      | 2023                | ANNEE 2024 reconstituée | EPIC 2024           | 2025                | BP + BS 2026         | TITRE -- 07/25      | TITRE -- 07/26      |
|----------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
| 013      | Atténuations de charges                       | 214 089,28          | 323 201,00              | 159 377,12          | 178 109,87          | 180 000,00           | 5 221,66            | 237,28              |
| 70       | Ventes et produits fabriqués, prestations     | 6 384 718,01        | 5 411 183,98            | 3 904 394,07        | 6 635 147,99        | 6 382 000,00         | 1 604 448,16        | 1 887 634,98        |
| 74       | subventions                                   | 0,00                | 5 048 510,38            | 5 048 510,38        | 0,00                | 0,00                 | 0,00                | 0,00                |
| 75       | Autres produits de gestion courante           | 100 874,05          | 89 085,64               | 49 397,09           | 97 188,41           | 90 000,00            | -48 866,01          | -51 807,26          |
| 76       | Autres                                        | 0,00                | 1 224,73                | 0,00                | 0,00                | 0,00                 | 0,00                | 0,00                |
| 77       | Produits exceptionnels                        | 89 818,82           | 75 081,61               | 603,64              | 4 799,83            | 2 000,00             | 3 167,59            | 0,00                |
| 042      | Opération d'ordre de transfert entre sections | 206 453,43          | 26 952,79               | 13 476,36           | 82 677,62           | 285 000,00           | 0,00                | 0,00                |
| 002      | Résultat de fonctionnement reporté            | 0,00                | 0,00                    | 0,00                | 0,00                | 3 492 327,77         | 0,00                | 0,00                |
|          | <b>TOTAL DES RECETTES</b>                     | <b>6 995 953,59</b> | <b>10 975 240,13</b>    | <b>9 175 758,66</b> | <b>6 997 923,72</b> | <b>10 431 327,77</b> | <b>1 563 971,40</b> | <b>1 836 065,00</b> |

Commentaires :

- **Chapitre 013 :** comptabilisation des remboursements Gras Savoye ainsi que du stock en fin d'année
- **Chapitre 70 :** sur ce chapitre nous avons un décalage dans le temps entre le réel facturé aux abonnés et les titres recettes enregistrés par le régisseur. En fin d'année, les rattachements permettent de pallier à cet écart.

| Facturé aux abonnés en k€   | 2025         | 01/01-31/07/25 | 01/01-31/07/26 |
|-----------------------------|--------------|----------------|----------------|
| Consommation eau            | 3 245        | 1 892          | <b>1 810</b>   |
| Redev prélèvement ressource | 0            | 0              | <b>113</b>     |
| Abonnement                  | 1 394        | 834            | 852            |
| <b>sous total 1</b>         | <b>4 639</b> | <b>2 726</b>   | <b>2 775</b>   |
| Redev performance réseau    | 194          | 100            | 44             |
| Redev consommation eau      | 885          | 457            | 513            |
| Pollution domestique        | -54          | -11            | 0              |
| Modernisation réseaux       | -40          | -8             | 0              |
| <b>sous total 2</b>         | <b>985</b>   | <b>538</b>     | <b>557</b>     |
| <b>Total</b>                | <b>5 624</b> | <b>3 264</b>   | <b>3 332</b>   |

Sont également comptabilisées les factures travaux, pose compteurs ainsi que les conventions  
En fin d'année, refacturation des frais communs eau/assainissement

- **Chapitre 75 :** les factures correspondant aux rattachements 2025 ont été titrées en 09/26 (refacturations Géothermie + GEPU GEMAPI)
- **Chapitre 77 :** 2025 : régularisation fournisseurs
- **Chapitre 042 :** Quote-part subventions constatée en fin d'année

SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chapitre | Intitulé                                       | 2023                | ANNEE 2024 reconstituée | EPIC 2024         | 2025                | BP + BS 2026        | MANDATE -- 07/26    |
|----------|------------------------------------------------|---------------------|-------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 20       | Immobilisations incorporelles                  | 85 807,77           | 40 004,31               | 7 233,64          | 26 468,80           | 62 500,00           | 0,00                |
| 21       | Immobilisations corporelles                    | 221 192,93          | 90 351,02               | 11 196,75         | 38 652,14           | 119 000,00          | 65 076,34           |
| 22       | Immobilisations reçues en affectation          | 0,00                | 321 551,77              | 321 551,77        | 668 627,42          | 1 593 500,00        | 539 637,18          |
| 23       | Immobilisations en cours                       | 1 222 816,57        | 571 641,64              | 87 928,76         | 1 949 898,48        | 2 760 000,00        | 158 842,76          |
| 16       | Emprunts et dettes assimilées                  | 510 376,06          | 585 328,90              | 321 323,46        | 586 044,88          | 560 000,00          | 299 706,11          |
| 040      | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 206 453,43          | 26 952,79               | 13 476,36         | 82 677,62           | 285 000,00          | 0,00                |
| 041      | Opérations patrimoniales                       | 0,00                | 0,00                    | 0,00              | 18 975,54           | 70 000,00           | 0,00                |
|          | Résultat d'investissement reporté              | 0,00                | 0,00                    | 0,00              | 0,00                | 1 502 721,81        | 0,00                |
|          | Reste à réaliser N-1                           | 0,00                | 0,00                    | 0,00              | 0,00                | 434 658,12          | 0,00                |
|          | <b>TOTAL DES DEPENSES</b>                      | <b>2 246 646,76</b> | <b>1 635 830,43</b>     | <b>762 710,74</b> | <b>3 371 344,88</b> | <b>7 387 379,93</b> | <b>1 063 262,39</b> |

Commentaires :

Principales dépenses budgétisées :

- **Chapitre 20 :** étude faisabilité locaux service eau + photovoltaïque + logiciel marché
- **Chapitre 21 :** RAR 2025 + outillages + 2 véhicules
- **Chapitre 22 :** RAR 2025 + Réhabilitation du réservoir Lucbardez et Beillet + achat divers matériels liés aux installations mises en affectation + renouvellement conduites (dont boulevard St Médard ; aven Bordeaux St Avit) + part pour futurs investissements
- **Chapitre 23 :** prévisionnel correspondant à la part d'impayés + interconnexion

☐ **Chapitre 16 : amortissements liés aux emprunts contractés**

| Chapitre | Intitulé                                      | 2023                | ANNEE 2024<br>reconstituée | EPIC 2024         | 2025                | BP + BS 2026        | TITRE -- 07/26    |
|----------|-----------------------------------------------|---------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| 13       | Subventions d'investissement                  | 33 701,55           | 5 275,20                   | 0,00              | 285 929,20          | 340 000,00          | 287 300,00        |
| 16       | Emprunts et dettes assimilées                 | 2 500 000,00        | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00              |
| 106      | Réserves                                      | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 1 203 600,53        | 1 937 379,93        | 0,00              |
| 021      | Virement de la section d'exploitation         | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 3 940 000,00        | 0,00              |
| 040      | Opération d'ordre de transfert entre sections | 1 038 610,11        | 1 037 439,84               | 530 156,29        | 1 011 598,32        | 1 100 000,00        | 0,00              |
| 041      | Opérations patrimoniales                      | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 18 975,54           | 70 000,00           | 0,00              |
|          | Résultat d'investissement reporté             | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00              |
|          | Reste à réaliser N-1                          | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00              |
|          | <b>TOTAL DES RECETTES</b>                     | <b>3 572 311,66</b> | <b>1 042 715,04</b>        | <b>530 156,29</b> | <b>2 520 103,59</b> | <b>7 387 379,93</b> | <b>287 300,00</b> |

Commentaires :

- ☐ **Chapitre 13** : subvention Agence de l'Eau et Conseil départemental pour l'interconnexion
- ☐ **Chapitre 106** : écriture passée en aout 2026 pour compenser les RAR et le résultat reporté 2025
- ☐ **Chapitre 021** : 3 940 K€ sont inclus dans ce montant l'investissement lié à l'APCP, la part d'impayés (une provision est en cours d'analyse avec la trésorerie) et le montant permettant le financement des investissements
- ☐ **Chapitre 040** : dotation aux amortissements à passer

**PREVISIONS BUDGETAIRE 2027- EAU POTABLE**

**Les projets d'investissements structurants le service sont les suivants :**

| Désignation                                                                                                                                                                         | Objet                                | Montant (€HT) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|---------------|
| Etudes diverses (Diagnostic territorial d'accès à l'eau, renouvellement certification...)                                                                                           | Etudes réglementaires et qualité     | 45 000        |
| Etudes techniques bâtiments (Maison de l'Eau, Service Eau, photovoltaïque...)                                                                                                       | Gestion patrimoniale et organisation | 145 000       |
| Progiciel Anémone Web                                                                                                                                                               | Gestion technique                    | 70 000        |
| Matériel d'exploitation et outillage industriel (Compresseur, pompe...)                                                                                                             | Gestion technique                    | 35 000        |
| Matériel de transport                                                                                                                                                               | Gestion technique                    | 80 000        |
| Matériel informatique                                                                                                                                                               | Gestion technique                    | 10 000        |
| Réhabilitation réservoirs et aménagements divers (Lucbardez-et-Bargues, Lubet, Aire de stockage...)                                                                                 | Gestion patrimoniale                 | 210 000       |
| Renouvellement canalisations (Avenue Jean Dupouy à Mont de Marsan, Avenue du Pas à Bretagne de Marsan, Route de Bordeaux à Lucbardez et Bargues, Traversée du pont à Saint Avit...) | Gestion patrimoniale                 | 460 000       |
| Renouvellement canalisations CVM                                                                                                                                                    | Gestion patrimoniale                 | 165 000       |
| Régénération des forages                                                                                                                                                            | Gestion patrimoniale                 | 40 000        |
| Renouvellement compteurs abonnés et sectorisation                                                                                                                                   | Gestion patrimoniale                 | 65 000        |
| Surpresseur Jean Dupouy                                                                                                                                                             | Gestion patrimoniale                 | 70 000        |
| Traitement et analyses (Chloration, analyseurs réseaux...)                                                                                                                          | Gestion technique                    | 20 000        |
| Automates et divers                                                                                                                                                                 | Gestion technique                    | 25 000        |

## Montant total proposition Budget Investissement 2027 : 1 440 k€

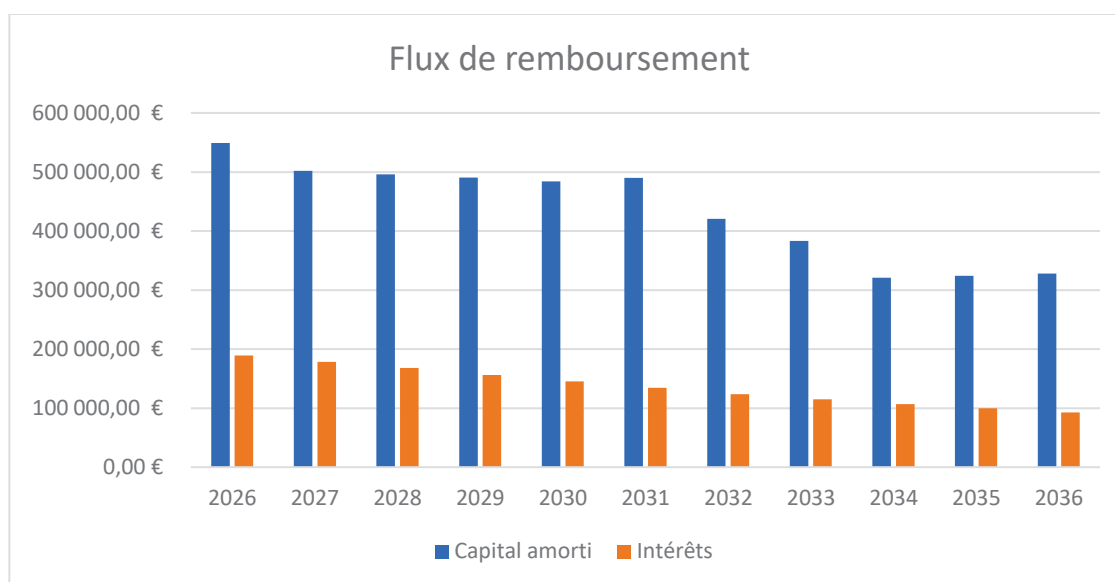
Le reliquat d'emprunt ainsi que les subventions afférentes au projet d'interconnexion sont conservés en réserve afin de contribuer au financement de futurs projets

### STRUCTURE DE LA DETTE

13 emprunts contractés pour le budget EAU

| Référence            | Prêteur          | Capital restant dû | Date de fin | Taux                     | Risque de taux |
|----------------------|------------------|--------------------|-------------|--------------------------|----------------|
| SINEL-9075665        | CAISSE D'EPARGNE | 12 782,96          | 20/08/2027  | 4.62 %                   | Fixe           |
| SINEL-1711858        | CAISSE D'EPARGNE | 57 233,42          | 25/06/2029  | 4.96 %                   | Fixe           |
| 10000421514 (EG8632) | CREDIT AGRICOLE  | 154 173,11         | 02/05/2031  | 1.85 %                   | Fixe           |
| 9930734 (E77)        | CAISSE D'EPARGNE | 458 894,80         | 15/06/2032  | Livret A(Préfixé) + 0.15 | Livret A       |
| 00096579975 (E70)    | CACIB            | 216 580,42         | 31/10/2033  | 3.58 %                   | Fixe           |
| 5649793              | CAISSE D'EPARGNE | 211 286,47         | 30/11/2033  | 1.33 %                   | Fixe           |
| 9751562              | CAISSE D'EPARGNE | 136 059,55         | 05/12/2036  | 1.79 %                   | Fixe           |
| A33170FB             | CAISSE D'EPARGNE | 172 017,89         | 15/12/2037  | Livret A(Préfixé) + 0.2  | Livret A       |
| MON549513EUR         | SFIL             | 735 000,00         | 01/10/2040  | 0.84 %                   | Fixe           |
| MON549516EUR         | SFIL             | 545 450,37         | 01/01/2042  | 0.94 %                   | Fixe           |
| 5499231              | CDC              | 2 286 510,00       | 01/10/2048  | 2.94 %                   | Fixe           |
| MON549512EUR         | SFIL             | 606 666,57         | 01/07/2049  | 1.54 %                   | Fixe           |
| MON549517EUR         | SFIL             | 2 145 833,39       | 01/09/2052  | 2.86 %                   | Fixe           |
|                      |                  | 7 738 488,95       |             |                          |                |

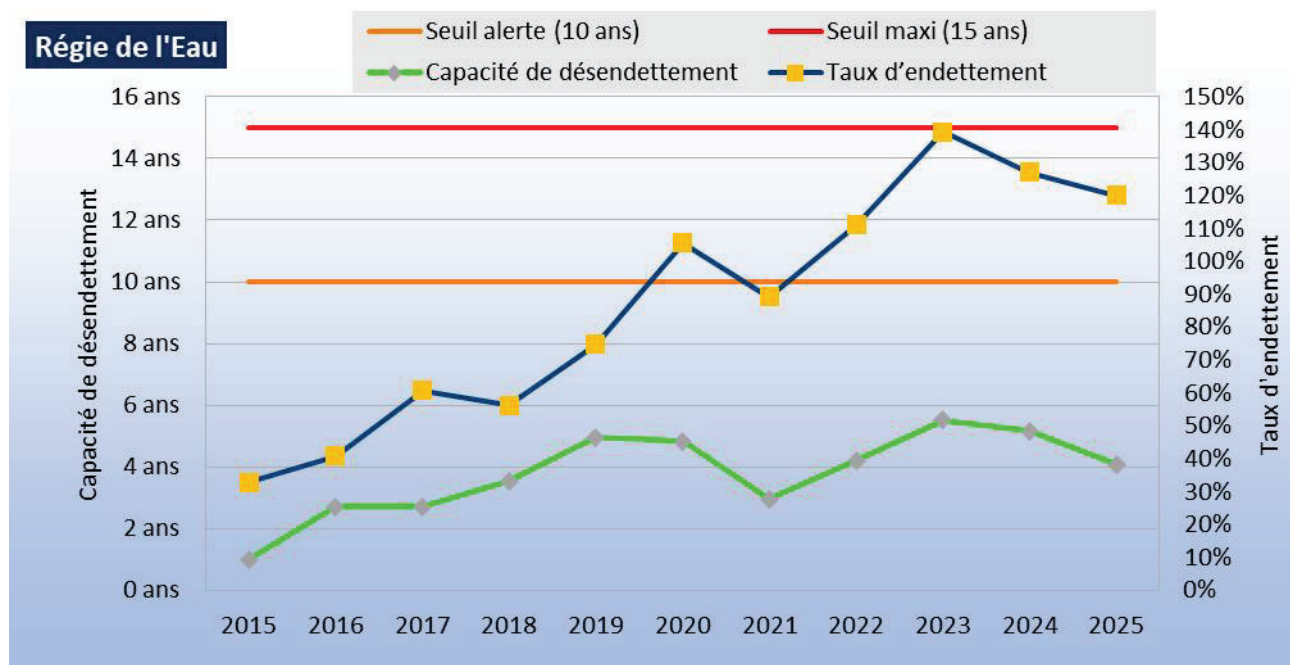
| Type                        | Encours 31/12/26    |
|-----------------------------|---------------------|
| Fixe                        | 7 107 576,26        |
| Variable                    | 0,00                |
| Livret A                    | 630 912,69          |
| <b>Ensemble des risques</b> | <b>7 738 488,95</b> |



### EVOLUTION DU TAUX D'ENDETTEMENT ET DE LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Elle se calcule comme l'encours de la dette rapport à l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement). Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. A encours identiques, plus une collectivité dégage de l'épargne, et plus elle pourrait rembourser rapidement sa dette.

Le taux d'endettement est le ratio entre l'encours de la dette et le RRF (Recette réelle de fonctionnement).

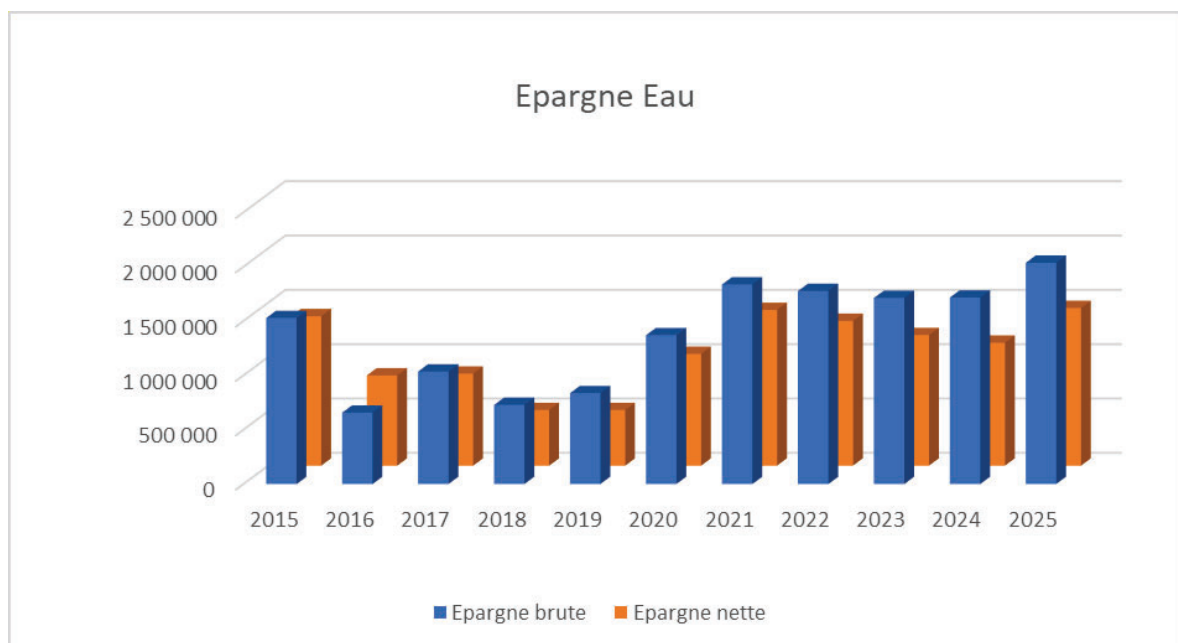


**Valeurs 2025 :**  
**Capacité de désendettement : 4.07**  
**Taux d'endettement 120%**

### EVOLUTION DU NIVEAU D'EPARGNE BRUTE OU CAPACITE D'AUTO-FINANCEMENT (CAF)

L'autofinancement (épargne brute) représente l'excédent dégagé en section de fonctionnement

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| $\text{Épargne nette} = \text{Épargne brute} - \text{Remboursement du capital de l'emprunt}$ |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|



**Valeurs 2025 :**  
**Epargne brute : 2 036 793**  
**Epargne nette : 1 450 748**

## BUDGET DU SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Situation budgétaire 2026 (prévisionnel établi à fin 07/2026)

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chapitre | Intitulé                                      | 2023                | ANNEE 2024 reconstituée | EPIC 2024           | 2025                | BP + BS 2026         | MANDATE -- 07/25    | MANDATE -- 07/26    |
|----------|-----------------------------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
| 011      | Charges à caractère général                   | 2 097 083,00        | 2 383 230,16            | 1 189 027,33        | 2 619 968,03        | 3 432 235,98         | 1 099 093,12        | 1 053 955,53        |
| 012      | Charges de personnel                          | 1 158 042,48        | 1 153 897,35            | 575 705,61          | 1 183 775,03        | 1 360 000,00         | 338 285,70          | 431 049,98          |
| 65       | Autres charges de gestion courante            | 560 516,39          | 594 514,34              | 320 944,30          | 639 052,42          | 700 000,00           | 14 210,83           | 10 129,53           |
| 66       | Charges financières                           | 525 607,90          | 513 775,77              | 340 234,18          | 432 278,13          | 380 000,00           | 186 101,41          | 143 790,50          |
| 67       | Charges exceptionnelles                       | 27 540,18           | 50 190,71               | 12 071,90           | 13 075,58           | 150 000,00           | 10 465,09           | 80 475,67           |
| 68       | Dotations aux provisions                      | 50 000,00           | 50 000,00               | 50 000,00           | 50 000,00           | 50 000,00            | 0,00                | 0,00                |
| 023      | Virement à la section d'investissement        | 0,00                | 0,00                    | 0,00                | 0,00                | 5 350 000,00         | 0,00                | 0,00                |
| 042      | Opération d'ordre de transfert entre sections | 1 597 030,45        | 1 539 953,52            | 770 435,43          | 1 542 177,93        | 1 700 000,00         | 0,00                | 0,00                |
|          | <b>TOTAL DES DEPENSES</b>                     | <b>6 015 820,40</b> | <b>6 285 561,85</b>     | <b>3 258 418,75</b> | <b>6 480 327,12</b> | <b>13 122 235,98</b> | <b>1 648 156,15</b> | <b>1 719 401,21</b> |

Commentaires :

- **Chapitre 011** : Sur le prévisionnel ont été enregistrés :
  - 550 k€ schéma directeur (montant mandaté au 31/07/26 : 144 k€)
  - 82 k€ charges liées au surpresseur (montant mandaté au 31/07/26)
  - 330 k€ redevance performance assainissement Cette redevance fera l'objet d'un rattachement car appelée par l'Agence de l'Eau qu'en 2027
  - 80 k€ projet SCALANDES qui ne sera pas réalisé

En 2026, nous n'avons pas encore reçu l'avis de sommes à payer de l'Agence de l'Eau correspondant à la redevance performance assainissement pour un montant total de 273 k€

- ❑ **Chapitre 012** : en 2025/2026 : il manque la refacturation des agents mis à disposition : masse salariale au 31/07/26 : 294 k€ ; au 31/07/25 : 340 k€. La baisse s'explique par le départ à la retraite d'un agent public en 2025 ainsi que le décès d'un agent en 2026.  
La hausse de la masse salariale correspondant aux salariés privés électrotechniciens, constatée à fin juillet, s'explique principalement par l'effet année pleine des recrutements réalisés en cours d'année 2025.  
La nouvelle organisation des astreintes permet de réduire le coût des heures supplémentaires  
La part versée au CSE en 2026 s'élève à 16 k€.
- ❑ **Chapitre 65** : 2025/2026 : annulation titres antérieurs au 01/07/24.  
En fin d'année refacturation des frais communs eau/assainissement  
Créances éteintes et créances admises en non valeurs  
**Chapitre 66** : mandats des intérêts liés aux emprunts contractés
- ❑ **Chapitre 67** : titres annulés sur exercices antérieurs  
En 2026, régularisation des impayés 2024/2025
- ❑ **Chapitre 042** : dotation aux amortissements

| Chapitre | Intitulé                                      | 2023                | ANNEE 2024<br>reconstituée | EPIC 2024           | 2025                | BP + BS 2026         | TITRE -- 07/25      | TITRE -- 07/26      |
|----------|-----------------------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|---------------------|
| 013      | Atténuations de charges                       | 153 283,47          | 312 426,50                 | 168 241,17          | 146 752,63          | 180 000,00           | 1 331,30            | 0,00                |
| 70       | Ventes et produits fabriqués, prestations     | 6 114 576,54        | 5 717 875,08               | 4 108 657,19        | 7 098 390,78        | 7 240 000,00         | 1 861 532,26        | 2 474 647,87        |
| 74       | Subventions d'exploitation                    | 2 703,00            | 4 827 401,77               | 4 800 983,77        | 204 557,96          | 200 000,00           | 415 072,00          | 210 514,04          |
| 75       | Autres produits de gestion courante           | 57 367,65           | 40 484,58                  | 14 434,72           | 16 763,87           | 10 000,00            | -14 433,19          | -16 731,09          |
| 76       | Autres produits financiers                    | 41,62               | 33,95                      | 0,00                | 29,57               | 0,00                 | 29,57               | 0,00                |
| 77       | Produits exceptionnels                        | 110 063,95          | 11 171,86                  | 154,75              | 36 813,18           | 2 000,00             | 20 569,13           | 0,00                |
| 042      | Opération d'ordre de transfert entre sections | 340 876,08          | 373 277,58                 | 185 878,54          | 454 514,93          | 500 000,00           | 0,00                | 0,00                |
| 002      | Résultat de fonctionnement reporté            | 0,00                | 0,00                       | 0,00                | 0,00                | 4 990 235,98         | 0,00                | 0,00                |
|          | <b>TOTAL DES RECETTES</b>                     | <b>6 778 912,31</b> | <b>11 282 671,32</b>       | <b>9 278 350,14</b> | <b>7 957 822,92</b> | <b>13 122 235,98</b> | <b>2 284 101,07</b> | <b>2 668 430,82</b> |

#### Commentaires :

- ❑ **Chapitre 013** : comptabilisation des remboursements Gras Savoye ainsi que du stock en fin d'année
- ❑ **Chapitre 70** : sur ce chapitre nous avons un décalage dans le temps entre le réel facturé aux abonnés et les titres recettes enregistrés par le régisseur. En fin d'année, les rattachements permettent de pallier à cet écart.

| Facturé aux abonnés en k€ | 2025         | 01/01-31/07/25 | 01/01-31/07/26 |
|---------------------------|--------------|----------------|----------------|
| Assainissement            | 6 044        | 3 431          | 3 686          |
| Redev Assainissement      | 273          | 140            | 240            |
| <b>Total</b>              | <b>6 317</b> | <b>3 571</b>   | <b>3 926</b>   |

Sont également comptabilisées les factures travaux, contrôles et Gaz de Bordeaux

- ❑ **Chapitre 74** : subvention schéma directeur
- ❑ **Chapitre 75** : les factures correspondant aux rattachements 2025 ont été titrées en 09/26 (refacturations SPANC + GEPU GEMAPI)
- ❑ **Chapitre 77** : 2025 : régularisation fournisseurs
- ❑ **Chapitre 042** : Quote-part subventions constatée en fin d'année

## SECTION D'INVESTISSEMENT

| Chapitre | Intitulé                                       | 2023                | ANNEE 2024<br>reconstituée | EPIC 2024           | 2025                | BP+BS 2026          | MANDATE -- 07/26    |
|----------|------------------------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 20       | Immobilisations incorporelles                  | 40 694,97           | 22 838,55                  | 14 031,98           | 66 817,60           | 52 600,00           | 0,00                |
| 21       | Immobilisations corporelles                    | 139 149,01          | 161 576,94                 | 8 340,12            | 479 832,55          | 129 200,00          | 79 949,59           |
| 22       | Immobilisations reçues en affectation          | 0,00                | 364 712,01                 | 364 712,01          | 711 033,96          | 1 988 200,00        | 290 972,04          |
| 23       | Immobilisations en cours                       | 955 123,28          | 1 121 935,96               | 748 739,11          | 514 661,52          | 3 250 000,00        | 0,00                |
| 16       | Emprunts et dettes assimilées                  | 1 164 359,98        | 1 148 640,35               | 488 752,20          | 1 134 027,95        | 1 130 000,00        | 766 585,28          |
| 040      | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 340 876,08          | 373 277,58                 | 185 878,54          | 428 461,51          | 500 000,00          | 0,00                |
| 041      | Opérations patrimoniales                       | 0,00                | 0,00                       | 0,00                | 26 351,26           | 70 000,00           | 0,00                |
|          | Résultat d'investissement reporté              | 0,00                | 0,00                       | 0,00                | 0,00                | 432 580,12          | 0,00                |
|          | Reste à réaliser N-1                           | 0,00                | 0,00                       | 0,00                | 0,00                | 222 643,86          | 0,00                |
|          | <b>TOTAL DES DEPENSES</b>                      | <b>2 640 203,32</b> | <b>3 192 981,39</b>        | <b>1 810 453,96</b> | <b>3 361 186,35</b> | <b>7 775 223,98</b> | <b>1 137 506,91</b> |

Commentaires :

Principales dépenses budgétisées :

- ☐ **Chapitre 20** : REUT + étude photovoltaïque
- ☐ **Chapitre 21** : RAR 2025 : + acquisition serveur supervision + véhicule utilitaire
- ☐ **Chapitre 22** : RAR 2025 + renouvellement réseaux (dont rue Fontainebleau / réseau Macé Wlérick) + achat divers matériels liés aux installations mises en affectation + part pour futurs investissements
- ☐ **Chapitre 23** : provisionnel correspondant à la part d'impayés + hangar boues non réalisé
- ☐ **Chapitre 16** : amortissements liés aux emprunts contractés

| Chapitre | Intitulé                                      | 2023                | ANNEE 2024<br>reconstituée | EPIC 2024         | 2025                | BP + BS 2026        | TITRE -- 07/26 |
|----------|-----------------------------------------------|---------------------|----------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| 13       | Subventions d'investissement                  | 2 468 913,74        | 328 242,99                 | 0,00              | 24 372,70           | 0,00                | 0,00           |
| 16       | Emprunts et dettes assimilées                 | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00           |
| 106      | Réserves                                      | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 1 851 967,23        | 655 223,98          | 0,00           |
| 021      | Virement de la section d'exploitation         | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 5 350 000,00        | 0,00           |
| 040      | Opération d'ordre de transfert entre sections | 1 597 030,45        | 1 539 953,52               | 770 435,43        | 1 542 177,93        | 1 700 000,00        | 0,00           |
| 21       | Immobilisations corporelles                   | 43 193,00           | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00           |
| 23       | Immobilisations en cours                      | 937,53              | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00           |
| 041      | opérations patrimoniales                      | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 297,84              | 70 000,00           | 0,00           |
|          | Résultat d'investissement reporté             | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00           |
|          | Reste à réaliser N-1                          | 0,00                | 0,00                       | 0,00              | 0,00                | 0,00                | 0,00           |
|          | <b>TOTAL DES RECETTES</b>                     | <b>4 110 074,72</b> | <b>1 868 196,51</b>        | <b>770 435,43</b> | <b>3 418 815,70</b> | <b>7 775 223,98</b> | <b>0,00</b>    |

Commentaires :

- ☐ **Chapitre 106** : écriture passée en août 2026 pour compenser les RAR et le résultat reporté 2025
- ☐ **Chapitre 021** : 5 350 K€ sont inclus dans ce montant l'investissement lié au hangar non réalisé soit 2 000 k€, la part d'impayés (une provision est en cours d'analyse avec la trésorerie) et le montant permettant le financement des investissements
- ☐ **Chapitre 040** : dotation aux amortissements à passer

PREVISIONS BUDGETAIRE 2027- ASSAINISSEMENT

|                            | 2027         | SUBV A REC | % REALISATION | 2027         |
|----------------------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| BASE BUDGET PRIMITIF       | 1 290 000,00 | 0,00       | 100%          | 1 290 000,00 |
| DCI ENVIRONNEMENT SUBV 80% | 410 000,00   | 328 000,00 | 100%          | 82 000,00    |
|                            | 1 700 000,00 | 328 000,00 |               | 1 372 000,00 |

✓ AECP schéma directeur :

Les dépenses liées au schéma directeur d'assainissement ont été basculées au budget de fonctionnement.

L'étude se déroule sur 5 ans, de 2025 à 2028.

Trois avenants ont été signés en 2026 pour tenir compte des prestations supplémentaires réalisées. Le montant global de l'opération est de 1 071 819 € HT (+3.3% par rapport au montant du marché de base).

L'Autorisation d'Engagement et Crédits de paiement (AECp) en vigueur (en date du 16 juin 2026) planifie la dépense comme suit :

| Année        | 2025            | 2026         | 2027            | 2028        | Total          |
|--------------|-----------------|--------------|-----------------|-------------|----------------|
| Montant € HT | 255 697.45 € HT | 550 000 € HT | 236 121.55 € HT | 30 000 € HT | 1 071 819 € HT |

A ce jour, le montant facturé jusque fin juillet est de 144 426.15 € HT

Cela s'explique par le retard pris lors de l'exécution de la phase 3 de l'étude (campagnes de mesures des débits en nappe basse/nappe haute, temps sec et temps de pluie). Celle-ci est dépendante des conditions météorologiques. Ces dernières n'ont pas été toujours favorables en 2026 et des prolongations de délais ont dû être accordées.

La phase suivante de l'étude, consistant en la localisation précise des anomalies n'a pas à ce jour débuté.

Compte tenu de ces éléments, la dépense prévisionnelle en 2026 peut être réévaluée à 350 000 € HT.

Il conviendra donc de modifier l'AECp comme suit :

| Année        | 2025            | 2026         | 2027         | 2028           | Total          |
|--------------|-----------------|--------------|--------------|----------------|----------------|
| Montant € HT | 255 697.45 € HT | 350 000 € HT | 410 000 € HT | 66 121.55 € HT | 1 071 819 € HT |

Ces montants sont prévisionnels et seront ajustés en fin d'année, en fonction de l'avancement réel de l'étude, pour l'élaboration du nouvel AECp.

✓ **APCP remplacement automates :**

L'APCP pour le remplacement du parc automates de télégestion (fin de production des automates et changement protocole de communication) prévoit la dépense sur quatre ans, comme suit :

| Année        | 2025      | 2026         | 2027         | 2028         | Total        |
|--------------|-----------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Montant € HT | 8430 € HT | 170 000 € HT | 170 000 € HT | 151 570 € HT | 500 000 € HT |

Il est toujours d'actualité, la dépense réalisée avant la fin de l'année (consultation en cours).

✓ **Les projets d'investissements et études structurants pour le service sont les suivants :**

| Désignation                                                                                     | Objet                | Montant (€HT) |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------|
| Schéma directeur assainissement (en fonctionnement)                                             | Gestion patrimoniale | 410 000       |
| Etudes diverses hors schéma directeur d'assainissement) et maîtrise d'œuvre externe (dont REUT) | Gestion patrimoniale | 100 000       |
| Opérations réseau : fraisage-gainage + MOE                                                      | Gestion patrimoniale | 100 000       |
| Travaux réseaux (secteur Manot, autres, ...) + MOE                                              | Gestion patrimoniale | 500 000       |

|                                                                                                                                                               |                                            |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------|
| Travaux en régie                                                                                                                                              | Gestion patrimoniale                       | 50 000  |
| Travaux sur STEP et ouvrages électromécaniques (surpresseurs station de Conte, Poste de refoulement de Lasbordes, pompes et matériel électromécanique divers) | Gestion patrimoniale                       | 280 000 |
| Automates communication                                                                                                                                       | Gestion patrimoniale/amélioration continue | 170 000 |
| Outillage et matériel industriel                                                                                                                              | Amélioration continue                      | 20 000  |
| Aménagement des espaces de travail (vestiaires, mobilier, etc..)                                                                                              | Amélioration continue                      | 40 000  |
| Matériel informatique (serveur Jouanas)                                                                                                                       | Renouvellement/réhabilitation              | 30 000  |

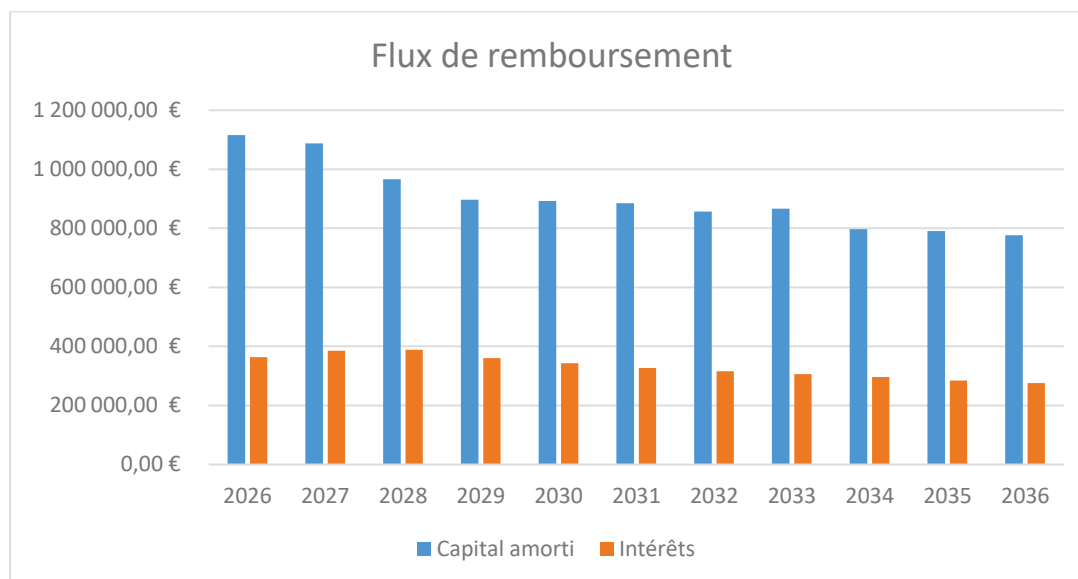
## Montant total proposition Budget Investissement 2027 : 1 700 k€

### STRUCTURE DE LA DETTE

25 emprunts contractés pour le budget ASSAINISSEMENT

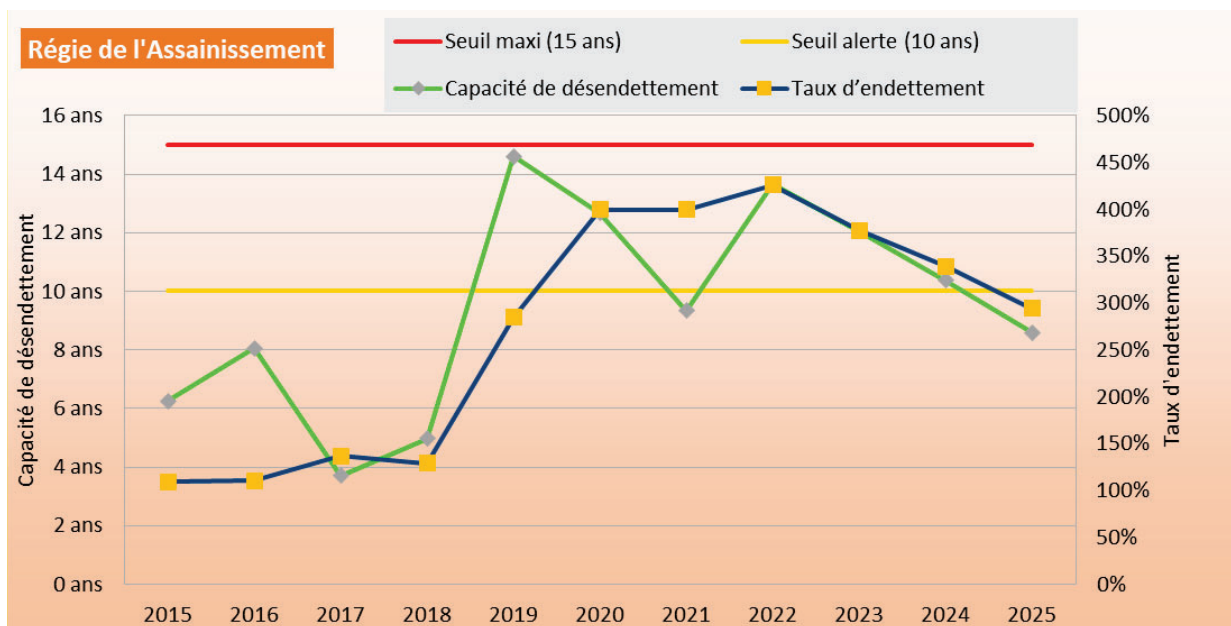
| Référence                      | Prêteur           | Capital restant dû | Date de fin | Taux                    | Risque de taux |
|--------------------------------|-------------------|--------------------|-------------|-------------------------|----------------|
| SINEL-A6408041                 | CAISSE D'EPARGNE  | 28 662,61          | 15/03/2027  | Taux fixe à 4.63 %      | Fixe           |
| 120 40 1952 - 2012/9539 (E67)  | Eau Adour Garonne | 2 565,38           | 25/07/2027  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| 20700379                       | CAISSE D'EPARGNE  | 29 773,75          | 15/11/2027  | Taux fixe à 4.6 %       | Fixe           |
| 9018244 (E68)                  | CAISSE D'EPARGNE  | 45 521,55          | 05/12/2027  | Taux fixe à 4.78 %      | Fixe           |
| A3310015 (E64)                 | CAISSE D'EPARGNE  | 59 660,45          | 17/02/2028  | Taux fixe à 1.5 %       | Fixe           |
| 00090139148 (E73)              | CREDIT AGRICOLE   | 53 083,34          | 28/04/2028  | Taux fixe à 5.57 %      | Fixe           |
| 120 40 1975 - 2013/11321 (E69) | Eau Adour Garonne | 18 900,00          | 23/07/2028  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| SINEL-8515926                  | CAISSE D'EPARGNE  | 64 635,94          | 15/01/2029  | Taux fixe à 4.57 %      | Fixe           |
| 120 40 1952 - 2014/4188 (E75)  | Eau Adour Garonne | 474,28             | 10/04/2029  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| 120 40 1975 - 2015/8027 (E74)  | Eau Adour Garonne | 70 200,00          | 03/07/2030  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| A33160Q7 (E76)                 | CAISSE D'EPARGNE  | 184 597,86         | 05/01/2031  | Taux fixe à 1.07 %      | Fixe           |
| 00096580321 (E71)              | CACIB             | 476 476,52         | 31/10/2033  | Taux fixe à 3.58 %      | Fixe           |
| 1352564                        | CDC               | 110 290,34         | 01/11/2034  | Livret A(Préfixé) + 1   | Livret A       |
| 125201800004001                | Eau Adour Garonne | 96 244,74          | 06/03/2035  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| 125201800004002                | Eau Adour Garonne | 96 244,74          | 05/11/2035  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| 9856994                        | CAISSE D'EPARGNE  | 39 609,61          | 05/03/2036  | Taux fixe à 1.41 %      | Fixe           |
| 125-2018-00004-003             | Eau Adour Garonne | 71 292,40          | 23/04/2036  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| 125-2018-00004-004             | Eau Adour Garonne | 78 421,64          | 31/05/2037  | Taux fixe à 0 %         | Fixe           |
| A33170F9                       | CAISSE D'EPARGNE  | 258 026,86         | 15/12/2037  | Livret A(Préfixé) + 0.2 | Livret A       |
| 9930827                        | CAISSE D'EPARGNE  | 716 741,25         | 15/12/2037  | Livret A(Préfixé) + 0.2 | Livret A       |
| 5649798                        | CAISSE D'EPARGNE  | 2 132 865,60       | 30/01/2044  | Taux fixe à 1.73 %      | Fixe           |
| MON549511EUR                   | SFIL              | 3 867 500,00       | 01/07/2049  | Taux fixe à 1.54 %      | Fixe           |
| MON549515EUR                   | SFIL              | 3 200 000,08       | 01/10/2050  | Taux fixe à 0.97 %      | Fixe           |
| MIN549514EUR - Conso           | SFIL              | 2 829 166,59       | 01/02/2051  | Taux fixe à 0.97 %      | Fixe           |
| 5380165                        | CDC               | 6 383 921,46       | 01/06/2062  | Livret A(Préfixé) + 0.6 | Livret A       |
|                                |                   | 20 914 876,99      |             |                         |                |

| Type                        | Encours 31/12/2026   |
|-----------------------------|----------------------|
| Fixe                        | 13 445 897,08        |
| Variable                    | 0,00                 |
| Livret A                    | 7 468 979,91         |
| <b>Ensemble des risques</b> | <b>20 914 876,99</b> |



#### EVOLUTION DU TAUX D'ENDETTEMENT ET DE LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT

La capacité de désendettement est un ratio d'analyse financière des collectivités locales qui mesure le rapport entre l'épargne et la dette, la première finançant la seconde. Elle se calcule comme l'encours de la dette rapport à l'épargne brute (ou capacité d'autofinancement). Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Il permet de déterminer le nombre d'années (théoriques) nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. A encours identiques, plus une collectivité dégage de l'épargne, et plus elle pourrait rembourser rapidement sa dette.



**Valeurs 2025 :**  
**Capacité de désendettement : 8.59**  
**Taux d'endettement : 294%**

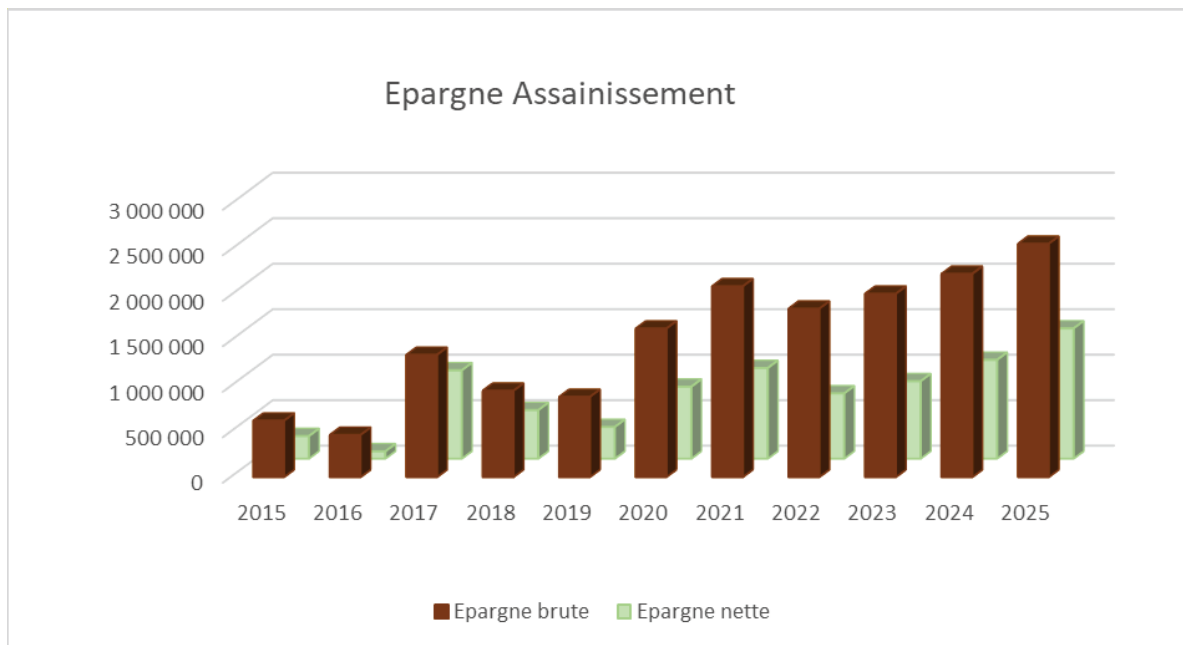
Les investissements « lourds » sur les réservoirs enterrés (La Hiroire, Lesbazeilles, Barbe d'Or) et sur la station d'épuration ont fortement impactés le taux et la capacité de désendettement. Il est prudent de stabiliser l'appel à

l'emprunt durant les années futures pour retrouver un taux d'endettement et une capacité de désendettement en dessous des niveaux d'alerte.

**EVOLUTION DU NIVEAU D'EPARGNE BRUTE OU CAPACITE D'AUTO-FINANCEMENT (CAF)**

L'autofinancement (épargne brute) représente l'excédent dégagé en section de fonctionnement

|                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| $\text{Épargne nette} = \text{Épargne brute} - \text{Remboursement du capital de l'emprunt}$ |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|



**Valeurs 2025 :**  
**Epargne brute : 2 565 159**  
**Epargne nette : 1 431 131**

## BUDGET DU SERVICE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Ce service est annexe au budget de l'assainissement collectif (AC).

Il est chargé de contrôler et d'assurer la bonne gestion des systèmes d'assainissement individuel, c'est-à-dire des installations d'assainissement non raccordées au réseau public de collecte des eaux usées.

4 types de contrôles sont réalisés ; périodique ; conception ; réalisation et vente.

Depuis 2026, pour la commune de Lucbardez et Bargues, la méthode de facturation des contrôles périodiques a évolué (annualisation de la redevance)

Ce principe devrait s'appliquer à la commune de Mont de Marsan en 2027.

| Chapitre | Intitulé                           | 2023             | ANNEE 2024<br>reconstituée | EPIC 2024       | 2025            | PREV 2026        | MANDATE --07/26  |
|----------|------------------------------------|------------------|----------------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|
| 011      | Charges à caractère général        | 0,00             | 10,29                      | 2,99            | 3,40            | 100,00           | 0,00             |
| 012      | Charges de personnel               | 14 892,82        | 17 148,36                  | 7 333,89        | 4 783,20        | 8 400,00         | -4 783,20        |
| 65       | Autres charges de gestion courante | 1 501,71         | 1 961,39                   | 997,65          | 1 489,27        | 1 959,11         | -1 488,87        |
|          | <b>TOTAL DES DEPENSES</b>          | <b>16 394,53</b> | <b>19 120,04</b>           | <b>8 334,53</b> | <b>6 275,87</b> | <b>10 459,11</b> | <b>-6 272,07</b> |

| Chapitre | Intitulé                                  | 2023             | ANNEE 2024<br>reconstituée | EPIC 2024        | 2025            | PREV 2026        | TITRE --07/26   |
|----------|-------------------------------------------|------------------|----------------------------|------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| 70       | Ventes et produits fabriqués, prestations | 16 394,53        | 19 109,75                  | 8 331,54         | 6 306,00        | 5 500,00         | 2 912,00        |
| 74       | Subventions d'exploitation                | 0,00             | 4 931,57                   | 4 931,57         | 0,00            | 0,00             | 0,00            |
| 75       | Autres produits de gestion courante       | 0,22             | 0,72                       | 0,40             | 0,00            | 0,00             | 0,00            |
| 002      | Résultat de fonctionnement reporté        | 0,00             | 0,00                       | 0,00             | 0,00            | 4 959,11         | 0,00            |
|          | <b>TOTAL DES RECETTES</b>                 | <b>16 394,75</b> | <b>24 042,04</b>           | <b>13 263,51</b> | <b>6 306,00</b> | <b>10 459,11</b> | <b>2 912,00</b> |

En 2026, nous rencontrons des difficultés liées au personnel, notamment avec le départ de la responsable de la Police des réseaux et des arrêts maladie au sein de l'équipe.

Concernant les dépenses, la facture correspondant aux rattachements 2025 a été mandatée en 09/26.

Il s'agit du coût des moyens humains et matériels refacturé par le service AC vers le service ANC.